

Entreprises

Jamais notre pays n'a eu autant besoin du dialogue social et ce n'est pas l'actualité quotidienne qui va nous contredire. Le paradoxe de ces dernières années est que les conférences sociales, les rencontres, les sommets, n'ont jamais été aussi nombreux mais que nos concitoyens et les chef.fe.s d'entreprises sont toujours plus nombreux à penser que ces espaces de dialogue, en dehors de l'entreprise, ne produisent rien qui puisse améliorer concrètement leur situation. Le fonctionnement de notre système paritaire apparaît compliqué et peu motivant. Très peu de nos compatriotes savent que, quotidiennement, des milliers de chef.fe.s d'entreprises s'engagent bénévolement dans des mandats, et s'investissent loin des caméras, loin du bruit médiatique et font un travail utile pour notre société.

Le groupe des entreprises croit en l'absolue nécessité de ce dialogue. Nos expériences individuelles et collectives, ainsi que les rapports Combrexelle et Badinter, nous conduisent à dire que le dialogue social ne peut pas consister en un empilement de normes juridiques, de règles à respecter, de cases à cocher. Il s'agit d'un état d'esprit reposant sur la confiance et la loyauté, le respect de la démocratie sociale, et la confiance entre les acteurs. Voilà en quoi devrait consister une culture du dialogue social qui devrait plutôt prévenir les conflits qu'en gérer les conséquences. Trop souvent, les chef.fe.s d'entreprises sont corseté.e.s par un formalisme excessif. Moins de loi, moins de règle, moins d'obligation ne signifient pas moins de respect mutuel, moins de dialogue. Notamment dans les TPE/PME où le dialogue est quotidien et, la majorité du temps, naturel. C'est ce message que nous souhaitons faire passer.

Nous aurions aimé que cet avis aille dans ce sens. Cela n'a pas été possible, sans doute car le souvenir de l'échec du précédent avis et le calendrier particulièrement contraint dans lequel nous avons travaillé n'ont pas permis des débats approfondis sur cette question. Même si l'objet de cette saisine gouvernementale avait des contours un peu vagues, même si certains ont craint une instrumentalisation du CESE, même si l'actualité immédiate a parfois empêché un vrai dialogue, le groupe des entreprises approuve globalement cet avis et pense qu'il doit servir de base à d'autres travaux. Les propositions contenues dans cet avis ne sont pour nous qu'un premier pas. Il nous faut maintenant aller vers des sujets tels que l'impact du numérique et les nouvelles formes de travail, l'amélioration de la compétitivité des entreprises dans un contexte d'économie globalisée et les causes du chômage de masse qui mine notre pacte social.

Nous devons réussir et nous l'avons fait grâce au travail de nos deux rapporteurs qui, soutenus par une administration efficace, ont su trouver les points d'équilibre sur des sujets sensibles. Ils ont fait preuve d'écoute et de bon sens.

Le groupe des entreprises les en remercie et a voté cet avis.